

Mesurer le risque du repli communautaire

    Depuis les attentats de janvier 2015, les menaces et les actes de violence à l'égard des personnes musulmanes – ou supposées telles – ont augmenté dans des proportions spectaculaires. Selon le Conseil français du culte musulman (CFCM), qui s'appuie sur des données du ministère de l'intérieur, 78 menaces et 55 faits de violence antimusulmans ont été signalés en 2014.

Pour la seule période allant du 7 au 30 janvier 2015, et en excluant la région parisienne, le CFCM recense 95 menaces et 33 actes de violences. Ces chiffres sont malheureusement imprécis. Il est par ailleurs fort possible que cette augmentation ne soit que le reflet d'un brutal regain de violence, et affecte toutes les communautés dans les mêmes proportions.

Cercle vicieux

Cependant, une étude d'Emma Hanes et Stephen Machin, de l'University College London (Royaume-Uni), donne un certain crédit à l'hypothèse d'un effet direct et spécifique des attentats de janvier. Les deux économistes ont étudié la progression des agressions contre les musulmans en Angleterre après les attentats du 11 septembre 2001 à New York, et du 7 juillet 2005 à Londres (" Hate Crime in the Wake of Terror Attacks : Evidence From 7/7 and 9/11 ", *Journal of Contemporary Criminal Justice*, 2014).

En analysant des données précises de la police, et en les comparant notamment à l'évolution des attentats racistes contre les Blancs et les Noirs, ils ont pu isoler l'effet des attentats terroristes sur les agressions contre les populations musulmanes. Ils constatent ainsi une augmentation de l'ordre de 25 %, dans le mois qui a suivi les attaques. De plus, cet effet est durable : un an plus tard, il est encore d'environ 10 %.

Une telle évolution, en soi préoccupante, peut aussi provoquer un cercle vicieux catastrophique. C'est ce qu'ont montré Eric Gould et Esteban Klor, de l'Hebrew University of Jerusalem (Israël). Ces deux chercheurs se sont demandé si l'augmentation de la violence à l'égard des musulmans après les attentats du 11 septembre 2001 avait entraîné un repli communautaire, qui serait visible au travers d'indicateurs socio-économiques ? (" The Long-Run Effect of 9/11 : Terrorism, Backlash, and the Assimilation of Muslim Immigrants in the West ", à paraître dans *l'Economic Journal*).

Ils ont pour cela tiré parti du fait que l'augmentation des violences anti-musulmans n'avait pas été uniforme sur le territoire américain, et que les écarts observés n'étaient pas liés au degré d'intégration des musulmans dans les différents Etats.

Ils ont ainsi pu montrer que les musulmans vivant dans des Etats qui avaient connu une hausse plus importante des violences anti-musulmans avaient également adopté, dix ans plus tard, des comportements plus proches des normes de leurs pays d'origine. Cela s'est traduit par un taux de mariages intracommunautaires plus important, un taux de fertilité plus élevé, une participation plus faible des femmes au marché du travail, et une moins bonne maîtrise de l'anglais.

Ainsi, l'augmentation des violences contre les musulmans a significativement dégradé leur intégration. Ces résultats sont d'autant plus spectaculaires que, comme le notent les auteurs, les immigrants musulmans vivant aux Etats-Unis sont beaucoup plus qualifiés, plus riches, et mieux intégrés sur le marché du travail que ceux vivant en Europe. Par ailleurs, il s'agit de modifications assez profondes des comportements, qui risquent donc d'être persistantes.

Les leçons que l'on peut tirer de cette étude sont évidentes. Il faut, naturellement, défendre la laïcité et la liberté d'expression, et lutter sans relâche contre la barbarie et l'obscurantisme. Mais céder à la démagogie,

ignorer ou minimiser les violences que subissent les musulmans en France alimenterait certainement un repli communautaire durable et délétère. C'est l'un des défis que posent les attentats de janvier.

par Thibault Gajdos

© Le Monde

👁 **article précédent**

Dites-moi, ce sera comment le XXI^e siècle...

article suivant 🗨

Le tissu économique français...